

Questions & réflexions

Par Nicolas Hazard

Les apports économiques et sociaux de l'ESS pour les territoires

Face à l'urgence climatique et à l'accroissement des inégalités, nous sommes condamnés à revoir nos modes de vie, et avec eux, nos modes de production et de développement économique. C'est même la condition de survie de notre espèce. Chaque année, le jour du « dépassement de la Terre » a lieu un peu plus tôt. Cette date est intervenue le 10 mai, cette année. Depuis ce jour, nous consommons plus de ressources naturelles que la Terre n'est capable d'en produire. Nous épuisons donc le stock ou plutôt le capital de notre planète.

DANS UN MONDE QUI CHANGE, DES SOLUTIONS LOCALES POUR DES EFFETS GLOBAUX

Face à cette situation, il me semble qu'aujourd'hui le moyen le plus efficace pour initier le changement est celui du retour au local. En matière d'énergie, de mobilité, d'urbanisme, d'agriculture : c'est à cette échelle que les alternatives s'élaborent, que les acteurs publics et privés transforment en profondeur le développement économique et la façon dont nous consommons. Les plus beaux projets d'économie circulaire par exemple sont avant tout des initiatives locales. Ils sont le symbole de ce que le local peut appliquer au global.

Le monde globalisé est en effet beaucoup trop complexe, trop interconnecté, les enjeux de pouvoir trop liés les uns aux autres pour que l'on puisse espérer un quelconque salut. Vouger de grandes conférences internationales en grands symposiums mondiaux ne fait que nous installer dans une soi-disante « transition » mortifère qui nous engluie dans l'immobilisme.

Les acteurs locaux - citoyens et citoyennes, entreprises, collectivités, associations...- n'ont pas à se soucier de l'effet systémique de leur action, ils doivent d'abord s'occuper de leur écosystème et des problèmes qu'ils rencontrent, et collaborer pour les résoudre. Ils sont nombreux à expérimenter des solutions locales en capacité de se répandre massivement pour devenir des solutions globales. Ce faisant elles dessinent ainsi un contre-système ultra-dynamique, qui part de ce que l'économie dominante a oublié : l'ancrage local.

DES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DANS LE MONDE

À l'avant-garde de ce changement de paradigme se trouvent les entreprises de l'Économie So-

ciale et Solidaire (ESS) qui partagent avec les collectivités le sens de l'intérêt général. Ayant pour principe de s'adosser à un modèle économique performant pour répondre aux besoins fondamentaux des populations, s'émancipant du court-termisme financier, ces entreprises consacrent la majorité de leurs ressources à leur impact social et/ou environnemental.

En France, *La Varappe* est un groupe industriel d'insertion, leader de la collecte et du tri des déchets électriques et électroniques avec près de 30 millions d'euros de chiffre d'affaire et la start-up Klaxit, qui est aujourd'hui leader français du covoiturage domicile-travail avec plus de 100 000 trajets proposés tous les jours sur son réseau et plus de 100 partenaires.

En Tunisie, Seabex développe un système de surveillance électronique et d'automatisation intelligente visant à aider les agriculteurs à trouver le bon équilibre de consommation d'eau pour obtenir une meilleure qualité et quantité de leurs produits agricoles.

Au Québec, Give-a-Seat créé un lien direct et facile entre organisateurs d'événements et organismes caritatifs puisque les organisateurs de l'événement font don de billets au profit d'un organisme caritatif de leur choix. Par ailleurs, après l'événement, 80% du montant du billet est versé à la cause choisie par le producteur.

LES DOMAINES D'INTERVENTION DES ENTREPRISES DE L'ESS

Ces entreprises à fort impact sont ainsi des dizaines de milliers en France, en Europe et dans le reste du monde à intervenir dans des domaines comme la petite enfance, la dépendance, la santé, la réinsertion de personnes éloignées du monde du travail, le logement, l'environnement, le commerce équitable, etc.

L'AUTEUR NICOLAS HAZARD

est un entrepreneur français. Il est fondateur et président de INCO, présent dans 35 pays. Il est aussi président du Conseil stratégique de la Ville de Paris. Il organise l'événement Impact, le « Davos » de l'entrepreneuriat social à l'Hôtel de Ville de Paris, qui réunit chaque année près de 1 500 décideurs économiques et politiques, venus de 50 pays. Il est aussi membre du Groupe d'experts de la Commission européenne sur l'entrepreneuriat social.



De fait, proches des usagers, les entreprises de l'ESS sont souvent le chaînon manquant entre l'État et les populations en difficulté. Socialement innovantes, elles élaborent et expérimentent dans les territoires des solutions nouvelles à des besoins sociaux et/ou environnementaux sans cesse plus complexes, qui peuvent être ensuite généralisés par la puissance publique.

Il me semble qu'aujourd'hui le moyen le plus efficace pour initier le changement est celui du retour au local.

C'est ainsi que la mode si nécessaire des circuits-courts, portée depuis longtemps par l'ESS, s'invite désormais au

sein des cantines, dans les assiettes de nos enfants. Quant à la coopérative *Les Fermes de Figeac*, voilà plus de 30 ans qu'elle met au service du développement durable de son territoire une stratégie d'innovation diversifiée, en lien étroit avec les collectivités locales : création de services mutualisés pour ses adhérents, revitalisation des commerces de proximité, développement du photovoltaïque (284 agriculteurs-producteurs et 461 bâtiments agricoles équipés pour 11 180 000 kWh produits) et de l'éolien (7 éoliennes installées qui produisent aujourd'hui l'équivalent de la consommation en électricité du Grand Figeac, soit plus de 40 000 habitants).

Les entreprises de l'ESS sont ainsi l'une des réponses au défi majeur qui se pose aujourd'hui aux pouvoirs publics : continuer à assurer partout sur le territoire une action publique de qualité, accessible à toutes et à tous, dans un contexte de croissance des besoins sociaux, d'urgences environnementales et des fortes contraintes budgétaires. Ancrées dans leur territoire, non-délocalisables, pourvoyeuses d'emplois sur des secteurs d'avenir comme la transition écologique, catalyseurs d'innovations et de collaborations à l'échelle locale, les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont un atout maître pour une Francophonie inclusive et durable. ■